

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 22 mars 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

FE Pléchâtel SAS

Parc de la Haute Borne
14 rue Hergé
59650 Villeneuve-d'Ascq

Références : UD 35/2023-192
Code AIOT : 0005517854

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/02/2023 dans l'établissement FE Pléchâtel SAS implanté La belle épine 35470 Pléchâtel. L'inspection a été annoncée le 09/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FE Pléchâtel SAS
- La belle épine 35470 Pléchâtel
- Code AIOT : 0005517854
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Pléchâtel est composé de 4 éoliennes d'une puissance unitaire d'1 MW.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Organisation
- Suivi environnemental
- Maintenance préventive et corrective

- Procédures d'alerte en cas d'incident
- Garanties financières

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Mise en demeure, respect de prescription	Suivi à partir du 1er avril 2023, bridage à partir du 1er août 2023

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	/	Sans objet
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	Sans objet
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.	/	Sans objet
10	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.	/	Sans objet
11	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	/	Sans objet
12	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Caractéristiques techniques	Arrêté Préfectoral du 17/07/2012, article s/o	/	Sans objet
2	Caractéristiques organisationnelles	Arrêté Préfectoral du 18/07/2012, article s/o	/	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
13	Bruit	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26	/	Sans objet
14	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas mis en place de bridage environnemental malgré les conclusions du dernier suivi.

Concernant la maintenance, même si les contrôles semblent être effectués par les techniciens sur place, le suivi des contrôles n'est pas formalisé à l'aide de registre exhaustif et de rapports de contrôles systématiques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Caractéristiques techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2012, article s/o
Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Puissance Modèle
Constats : Puissance totale : 1MW x 4 = 4 MW Nombre d'éoliennes du parc : 4 Date de mise en service : 29/12/2008 Modèle des éoliennes : Winwind WWD-1-64 Hauteur nacelle : 66 m Hauteur totale : 98 m Diamètre du rotor : 64 m Déclaration OREOL faite en séance. L'exploitant avait complété les données mais ne les avait pas publiées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Caractéristiques organisationnelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2012, article s/o
Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Parc : FE Pléchâtel Constructeur : Winwind Exploitant : Innovent Prestataire en charge de la maintenance : FE Saint Reunan Date du début de contrat : 2012
Constats : Constructeur : Win Wind Le constructeur réalisait la maintenance mais quand il a déposé le bilan Innovent a repris la maintenance à son compte. La société FE Saint Reunan (filiale à 100 % d'Innovent) est en charge de la maintenance depuis 2012. Les techniciens sont les 3 mêmes personnes qu'avant la création de cette société Une 4ème personne en cours de recrutement. L'encadrement de la zone ouest est effectué par Alexis Cabot.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, suivi environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. [...] Ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. [...] Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le suivi environnemental réalisé par le bureau d'études Ouest Am' d'avril à octobre 2020 a été transmis. Cependant, l'exploitant n'a pas pris en compte les conclusions du bureau d'études qui préconisait la mise en place d'un bridage dès août 2021, et la réitération du protocole de suivi pour vérifier l'efficacité de ce bridage.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place le bridage préconisé dès la prochaine période où celui-ci sera nécessaire (août à octobre 2023), et mettre en place un nouveau suivi pour en confirmer l'efficacité. Si le bridage n'est pas efficace, les paramètres seront à modifier et un nouveau suivi devra être effectué.</p> <p>En 2023, le suivi sera réalisé dès avril pour vérifier l'impact de l'activité avant la mise en place du bridage.</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection, dans les délais suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La preuve de mise en place du bridage, le 1er août 2023. • Un récapitulatif des arrêts effectués, le 1er novembre 2023. • Le suivi environnemental sur la période d'avril à octobre 2023, dès que possible et au plus tard début 2024. <p>Les résultats du suivi environnemental devront être communiqués à l'inspection sous forme d'un rapport conclusif précisant notamment les modes de fonctionnement durant les suivis et proposant des mesures de réduction si un impact résiduel est mis en évidence.</p> <p>Les données brutes collectées lors de la réalisation des suivis doivent être versées dans « DEPOBIO » : https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr/ et l'exploitant doit transmettre à l'inspection le certificat de dépôt de ces données brutes sur la plateforme.</p> <p>Par ailleurs, il est rappelé à l'exploitant qu'il est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 conformément à l'article R.512-69 du code de l'environnement. Les mortalités de chiroptères ou d'avifaune sont considérées comme des accidents / incidents.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : Suivi à partir du 1er avril 2023, bridage à partir du 1er août 2023

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs.
Constats : Les aérogénérateurs sont fermés à clé. Seuls l'exploitant et les techniciens de maintenance y ont accès.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement.
Constats : L'affichage réglementaire est en place. Il est conseillé d'y ajouter un numéro de téléphone à joindre en cas d'urgence.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, maintenance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.</p>
<p>Constats : Les techniciens intervenant pour la maintenance sont formés (habilitation électrique, travail en hauteur et santé et sécurité au travail). Ils interviennent également pour les situations de crise et le pilotage à distance.</p> <p>Concernant les sujets prévention/gestion d'une survitesse, des effets de la foudre et des défauts de stabilité et d'assemblage, il n'y a pas de formation mais des fiches d'actions à réaliser. L'exploitant a transmis ces fiches signées par les techniciens qui attestent en avoir pris connaissance.</p> <p>Un exercice a été réalisé le 07/10/2022.</p> <p>Les procédures d'urgence doivent être complétées sur les parties contact (quels acteurs doivent être contactés), surtout en cas d'incident qui se produirait la nuit.</p> <p>L'exploitant indique avoir constaté une fuite d'huile en février 2023 sur l'éolienne 1.</p> <p>Par ailleurs, il est rappelé à l'exploitant qu'il est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 conformément à l'article R.512-69 du code de l'environnement.</p>
Observations : L'exploitant transmettra à l'inspection les nouvelles procédures.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
<p>Constats : L'intérieur de l'éolienne n°1 visitée est propre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, maintenance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : L'exploitant dispose d'un tableau de suivi de la maintenance préventive en ligne. Les extraits ont été fournis pour 2019, 2020 et 2021. Le suivi 2022 a été montré en inspection et n'était pas rempli pour les essais de mise à l'arrêt 2022. Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit s'assurer de la réalisation de ces essais annuellement. L'exploitant indique qu'il s'agit d'un problème d'enregistrement du tableau, mais que les essais ont bien été effectués.
Observations : L'exploitant doit fournir les tableaux de suivi complétés pour 2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.
Thème(s) : Risques accidentels, maintenance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mâât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mâât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
Constats : L'exploitant dispose d'un tableau de suivi de la maintenance préventive en ligne. Les extraits ont été fournis pour 2019, 2020 et 2021. Le suivi 2022 a été montré en inspection. Le tableau est complété au fur et à mesure des contrôles réalisés. Tous les contrôles n'ont pas été effectués en 2022. L'exploitant indique qu'il s'agit d'un problème d'enregistrement du tableau, mais que les contrôles ont bien été effectués. Concernant le contrôle du serrage des brides, celui-ci est effectué partiellement chaque année. Les brides sont marquées chaque année. Les techniciens indiquent que toutes les brides sont bien contrôlées dans un délai de 3 ans. L'exploitant doit ajouter l'information du nombre de brides contrôlées sur son tableau de suivi afin de s'assurer de la périodicité de 3 ans.
Observations : L'exploitant doit fournir le protocole de contrôle des brides ainsi que leur fréquence. L'exploitant doit apporter la preuve à l'inspection que les brides sont bien contrôlées et à une fréquence n'excédant pas trois ans.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.
Thème(s) : Risques accidentels, maintenance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.
Constats : Le contrôle visuel est effectué à chaque visite par les techniciens. Un contrôle sera mis en place via drones. Mais il n'est pas encore mis en place. Il est rappelé à l'exploitant que le contrôle des pales doit être effectué dans une périodicité qui n'excède pas 6 mois. Il n'y a pas de contrôle intérieur des pâles.
Observations : L'exploitant a l'obligation de réaliser le contrôle visuel des pâles au moins une fois tous les 6 mois. Il devra apporter la preuve à l'inspection que ces contrôles sont bien réalisés, en fournissant les derniers rapports de contrôles des pâles.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, maintenance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p> <p>Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un registre global dans lequel sont consignées les opérations de maintenance effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p> <p>Il dispose actuellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un tableau de suivi comprenant les recommandations du constructeur et les tests d'arrêts liés à la procédure ICPE • d'un suivi des pâles en cours de mise en place (skyvisor) • d'un système de « tickets » des maintenances correctives enregistrés par les techniciens et permettant de caractériser les actions en fonction de leur état d'avancement (repéré, résolu, en attente d'une action supplémentaire) <p>Observations : Il est important que l'exploitant puisse disposer d'un registre consignait l'ensemble des opérations de maintenance effectuées (correctives et préventives) avec leurs détails. Les dates des opérations doivent être ajoutées et non remplacées, ce qui permettra de s'assurer de la fréquence des contrôles. Les résultats des contrôles doivent être consignés. Le registre de maintenance doit comporter l'ensemble des éléments prévus par les articles 18 et 19.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, risque
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent : - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).</p> <p>Constats : Une fois l'alerte donnée, les procédures sont formalisées, mais il manque l'amont concernant la transmission de l'information. Qui est informé de l'alerte sur une éolienne ? Comment les techniciens sont informés (surtout en dehors de leurs heures de travail) ?</p> <p>Observations : L'exploitant doit finaliser l'ensemble des procédures d'alerte.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, acoustique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage.
Constats : Il n'y a pas de bridage acoustique. L'exploitant indique ne pas avoir connaissance de plainte des riverains.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30
Thème(s) : Situation administrative, garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le montant des garanties financières mentionnées à l'article R.515-101 du code de l'environnement est déterminé selon les dispositions de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26/08/2011.
Constats : La caution d'un montant de 219 362,32€ a été fournie. Elle est valable jusqu'au 24 août 2025.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet